

Stocks d'investissements directs étrangers à la fin 2014

L'UE, investisseur net dans le reste du monde

Principal partenaire des IDE: de loin les États-Unis

À la fin de l'année 2014, l'**Union européenne** (UE) possédait des stocks d'investissements directs étrangers (IDE) dans le reste du monde à hauteur de 5 749 milliards d'euros (+7,6% par rapport à fin 2013), alors que les stocks détenus par le reste du monde dans l'**UE** s'élevaient à 4 583 milliards d'euros (+9,6%). De ce fait, l'**UE** affichait une position extérieure nette d'investissements de 1 166 milliards d'euros vis-à-vis du reste du monde.

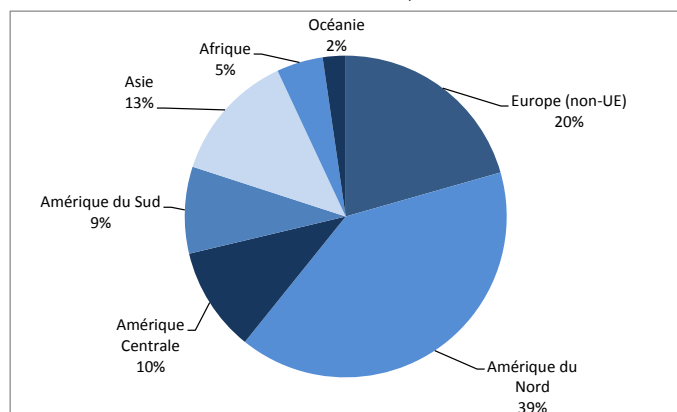
Les entités à vocation spéciale (EVS) résidentes de l'UE ont joué un rôle important sur les positions d'IDE à l'étranger ou en provenance du reste du monde. Fin 2014, elles détenaient la moitié (50%) des stocks d'IDE de l'**UE** à l'étranger et 63% des stocks d'IDE du reste du monde dans l'**UE**.

Ces données, sujettes à révision, sont publiées par **Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne**. Les informations relatives aux stocks d'IDE permettent de quantifier l'impact de la mondialisation et de mesurer des liens économiques durables entre les pays. Elles fournissent une indication de l'importance relative de la présence économique d'un pays à l'étranger, ou celle de partenaires étrangers dans l'entité déclarante, mesurée en termes de capitaux d'IDE.

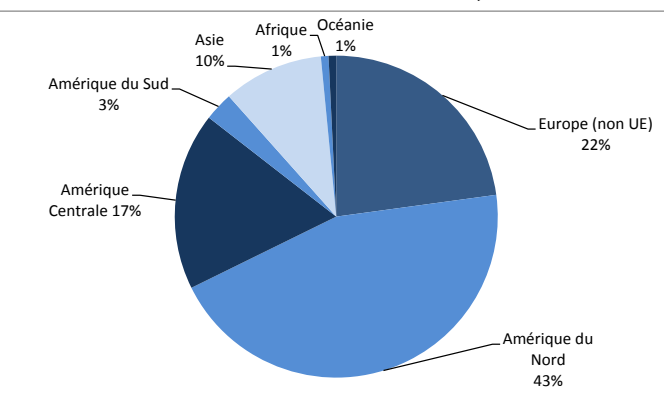
Plus du tiers des stocks d'IDE de l'UE détenu aux États-Unis

L'**Amérique du Nord**, et en particulier les États-Unis, constituait le premier partenaire de l'**UE** en matière d'IDE. Fin 2014, les **États-Unis** (1 985 milliards d'euros, soit 35% des stocks totaux détenus par l'**UE** dans le reste du monde) restaient la localisation principale des stocks d'IDE de l'**UE**, suivis de la **Suisse** (632 mrd d'euros, 14%), du **Brésil** (344 mrd d'euros, 6%) et du **Canada** (275 mrd d'euros, 5%). Les **États-Unis** étaient également, et de loin, le principal investisseur dans l'UE (1 811 milliards d'euros, soit 40% des stocks totaux d'IDE détenus par le reste du monde dans l'UE), devant la **Suisse** (509 milliards d'euros, 11%). Ensemble, ces deux pays concentraient un peu plus de la moitié des stocks d'IDE détenus par le reste du monde dans l'UE à la fin de l'année 2014.

Part des stocks détenus par l'UE dans le reste du monde, fin 2014



Part des stocks détenus par le reste du monde dans l'UE, fin 2014



Stocks d'investissements directs étrangers par partenaire, fin 2014

	Stocks détenus par l'UE dans le reste du monde				Stocks détenus par le reste du monde dans l'UE			
	Total		dont détenus par des EVS résidentes		Total		dont détenus par des EVS résidentes	
	en mrd d'euros	Part	en mrd d'euros	EVS/ Total	en mrd d'euros	Part	en mrd d'euros	EVS/ Total
Total extra-UE	5748,6	100%	2861,6	50%	4582,5	100%	2902,7	63%
Europe (hors UE), dont	1157,6	20%	637,4	55%	1006,2	22%	500,1	50%
Suisse	632,3	11%	386,4	61%	509,4	11%	225,0	44%
Norvège	71,7	1%	20,7	29%	70,0	2%	16,7	24%
Russie	171,5	3%	101,7	59%	74,4	2%	33,5	45%
Turquie	64,9	1%	15,7	24%	8,3	0%	2,0	24%
Ukraine	16,4	0%	:	:	0,9	0%	:	:
Afrique, dont	262,2	5%	107,5	41%	33,6	1%	15,1	45%
Égypte	54,0	1%	25,9	48%	8,5	0%	8,2	96%
Maroc	14,5	0%	0,9	6%	1,2	0%	0,0	0%
Nigéria	29,1	1%	13,2	45%	3,8	0%	2,3	60%
Afrique du Sud	56,5	1%	28,8	51%	8,4	0%	1,1	14%
Amérique du Nord, dont	2260,1	39%	1203,3	53%	1977,0	43%	1337,4	68%
Canada	274,7	5%	173,3	63%	165,9	4%	124,5	75%
États-Unis	1985,3	35%	1030,0	52%	1810,8	40%	1212,9	67%
Amérique centrale, dont	591,1	10%	334,1	57%	785,5	17%	584,9	74%
Mexique	119,2	2%	53,3	45%	28,3	1%	19,2	68%
Amérique du Sud, dont	490,6	9%	260,1	53%	127,4	3%	105,1	82%
Argentine	35,2	1%	10,5	30%	1,3	0%	0,7	51%
Brésil	343,6	6%	213,8	62%	113,6	2%	100,6	89%
Chili	39,8	1%	11,4	29%	1,0	0%	0,9	90%
Venezuela	28,6	0%	7,1	25%	2,1	0%	1,0	48%
Asie, dont	733,2	13%	169,1	23%	442,5	10%	183,6	41%
Israël	13,6	0%	:	:	39,0	1%	:	:
Pays arabes du Golfe	52,4	1%	2,9	6%	60,9	1%	28,7	47%
Chine*	144,2	3%	15,1	11%	20,7	0%	11,5	55%
Hong-Kong	106,3	2%	16,9	16%	71,2	2%	41,8	59%
Japon	73,0	1%	21,6	30%	166,3	4%	34,1	21%
Inde	38,5	1%	6,0	16%	6,7	0%	1,4	20%
Singapour	102,9	2%	12,4	12%	43,8	1%	29,1	66%
Corée du Sud	43,7	1%	19,2	44%	20,3	0%	0,5	3%
Océanie, dont	129,0	2%	42,2	33%	33,6	1%	7,7	23%
Australie	115,3	2%	34,6	30%	26,4	1%	2,7	10%
Nouvelle-Zélande	7,2	0%	2,7	37%	3,3	0%	2,2	65%
Centres financiers offshore	853,8	15%	406,8	48%	1226,3	27%	865,4	71%

* À l'exclusion de Hong Kong.

La somme des continents n'est pas toujours égale au total extra-UE en raison des opérations d'arrondi ainsi que des stocks non attribués. Les données sources sont consultables [ici](#).

Informations géographiques

L'**Union européenne** (UE) comprend la Belgique, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

Les Pays arabes du Golfe comprennent Bahreïn, l'Iraq, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Yémen.

Les **centres financiers offshore** (CFO) sont un agrégat qui comprend 40 pays. À titre d'exemple, l'agrégat contient des centres financiers européens, comme le Liechtenstein, Guernesey, Jersey, l'île de Man, Andorre et Gibraltar, des CFO d'Amérique centrale comme le Panama et des îles des Caraïbes telles que les Bermudes, les Bahamas, les îles Caïmans et les Îles Vierges, ainsi que des CFO asiatiques, comme Bahreïn, Hong Kong, Singapour et les Philippines. Par conséquent, les pays inclus dans l'agrégat des CFO sont également inclus dans l'agrégat correspondant à leur continent.

Méthodes et définitions

La principale référence méthodologique utilisée pour la production des statistiques relatives aux stocks d'investissements directs étrangers est la sixième édition du manuel de la balance des paiements (MBP6) du Fonds monétaire international (FMI).

Les **stocks d'investissements directs étrangers (IDE)** indiquent la valeur de l'investissement à la fin de la période. Les **IDE** constituent la catégorie des investissements internationaux qu'un investisseur d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur et l'entreprise, ainsi qu'un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. Formellement, cet intérêt est considéré comme acquis dès lors que l'investisseur direct possède 10% ou plus des voix au conseil d'administration (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour toute autre entreprise).

Les **entités à vocation spéciale (EVS)** sont essentiellement des sociétés financières sous contrôle étranger réalisant principalement des transactions financières transfrontalières et ayant une activité locale négligeable, voire pas d'activité locale, dans l'État membre de résidence. Les données concernant les IDE détenus à l'étranger par les EVS résidentes et les IDE détenus par le reste du monde dans les EVS résidentes sont disponibles uniquement pour certains pays partenaires, pour l'agrégat des centres financiers offshore et pour l'agrégat du total extra-UE.

Révisions et calendrier

Les chiffres présentés dans ce communiqué de presse correspondent aux données annuelles les plus récentes sur les IDE transmises par les États membres de l'UE. Les données pour l'agrégat de l'UE tiennent compte des données confidentielles et d'estimations faites pour les données manquantes de certains États membres. Cela garantit le respect des normes internationales et l'exhaustivité des agrégats de l'UE. Les données annuelles présentées dans le présent communiqué de presse seront mises à jour dans un an lorsque des données révisées auront été transmises par les États membres.

Plus d'informations

Section du site web d'Eurostat consacrée aux statistiques sur les investissements directs étrangers

Base de données d'Eurostat sur la balance des paiements et les investissements directs de l'UE

Publié par: **Service de presse d'Eurostat:**

Vincent BOURGAI
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu


 [ec.europa.eu/eurostat/](https://www.ec.europa.eu/eurostat/)

 [@EU Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

Production des données:

Jean-François YATTIEN-AMIGUET
Tél: +352-4301-33 977
jean-francois.yattien-amiguette@ec.europa.eu

Radoslav ISTATKOV
Tél: +352-4301-30 101
radoslav.istatkov@ec.europa.eu

 **Demanda media:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu